

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 27/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)**

place de la Verrerie  
42610 Saint-Romain-le-Puy

Références : 20231127\_RAP\_VERALLIA\_SaintRomainLePuy\_ANARAir.pdf/UID4243-EAR-414  
Code AIOT : 0006103493

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE) implanté Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale et régionale de l'inspection des installations classées.

L'action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, de la réalisation des contrôles réglementaires et du respect des valeurs limites d'émission réglementaires.

L'action régionale vise pour sa part à vérifier la disponibilité des systèmes de traitement des rejets atmosphériques mis en place sur le site par le contrôle de leur programme d'entretien et de maintenance, des consignes de suivi en exploitation mise en place et de la gestion des indisponibilités (registre des indisponibilités, correctifs apportés, analyse des causes...).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)
- Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy
- Code AIOT : 0006103493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de VERALLIA est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 30 janvier 2017.

En fin d'année 2022, le site a fait l'objet d'une réfection partielle du four 3 et prévoit une reconstruction du four 2 pour 2025 avec changement de technologie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | Assurance Qualité des appareils de mesure en continu | Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.4.2 10.2.1.1 10.2.1.3 | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 2  | Assurance Qualité des appareils de mesure en continu | Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.4.210.2.1.1           | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 3  | Canalisation des émissions                           | Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.1 3.2.2.2             | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 6  | Points de prélèvements                               | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68                        | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 7  | Surveillance des rejets                              | Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2.1.1                  | Lettre de suite préfectorale   | Prochain rapport      |
| 8  | Surveillance des rejets                              | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71.II                     | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 9  | Surveillance des rejets                              | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71-IV                     | Lettre de suite préfectorale   | Prochain rapport      |
| 10 | Respect des VLE                                      | Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.3                     | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 11 | Conception, entretien et suivi                       | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25                        | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |
| 12 | Gestion des indisponibilités                         | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26                        | Lettre de suite préfectorale   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--------------------|---|-------------------|
| 4  | Emissions diffuses | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 3.1.5 | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 5  | Points de rejets  | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 67 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant se positionnera vis-à-vis de la rubrique 3110 et des prescriptions de l'arrêté du 03 août 2018 que doivent respecter ses appareils de combustion.

Concernant les rapports de mesures périodiques, l'exploitant se rapprochera de son laboratoire et fournira à l'inspection des installations classées les réponses aux demandes formulées dans le présent rapport.

L'exploitant formalisera sous la forme de procédure ou autre document les actions mises en œuvre suite à l'arrêt annuel pour maintenance de son électrofiltre et demandées par son prestataire. De plus, l'incrémentation des heures d'indisponibilités de son système de traitement sera fiabilisée. Enfin, les émissions atmosphériques canalisées lors des périodes d'indisponibilités de l'électrofiltre doivent être estimées et intégrées à la déclaration annuelle sous Gerep.

#### 2-4) Fiches de constats des suites de la dernière inspection :

##### N° 1 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.4.2 10.2.1.1 10.2.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des appareils de mesure en continu selon la procédure QAL3  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ayant des mesures en continu, l'exploitant se doit de veiller à ce que le système de mesure des polluants (analyseur(s)) en sortie de cheminée soit toujours fonctionnel (en état de marche et mesures effectuées).</p> <p>Les mesures réalisées sur les paramètres repris au présent article portent sur les rejets n°1 (sortie électrofiltre des fours n°2 et 3) repris à l'article 3.2.3.1 du présent arrêté et sont réalisées à l'aide d'appareils répondant à une norme reconnue.</p> <p>Pour le suivi métrologique quotidien des mesures des rejets gazeux, les teneurs des gaz étalons et les gammes des appareils de mesure doivent être adaptées aux valeurs à mesurer dans les fumées. Il s'agira d'étalons certifiés, lorsqu'ils existent, avec une précision inférieure ou égale à 3 % et de l'ordre de grandeur de la valeur attendue.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la dernière inspection, la procédure concernant le QAL3 a été mise à jour (septembre 2023) afin d'inclure le mesurage en « 0 » sur les poussières. Un premier mesurage en « 0 » a été effectué en mars 2023, puis aucun autre mesurage n'a été réalisé depuis.</p> <p>La mesure au « 0 » devant être effectuée sur les autres paramètres que les poussières n'a pas encore été réalisée par l'exploitant. Le tableau de suivi du QAL3 a été mis à jour afin d'inclure ces mesures, cependant la nouvelle version n'a pas été prise en compte et remplie par les personnes en charge de la procédure QAL3.</p> <p>Par ailleurs, les mesures en concentration sont reprises dans le tableau de suivi de l'exploitant. Il semble toutefois manquer des points de mesures. En effet, la procédure QAL3 de l'exploitant indique que des mesures doivent être réalisées tous les mois, ce qui ne semble pas être le cas sur l'année 2023.</p> <p><b>Demande 1 :</b> Concernant le QAL3, l'exploitant fera réaliser les mesures en « 0 » sur l'ensemble des paramètres et les mesures en concentration selon la fréquence demandée dans la procédure de l'exploitant. Les résultats seront reportés dans le tableau de suivi des QAL3.</p> <p>L'exploitant mettra à jour la procédure QAL3 sur les autres paramètres que les poussières afin d'intégrer le mesurage en « 0 » (délai : 3 mois).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

## N° 2 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.4.210.2.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Test annuel de surveillance AST des appareils de mesure en continu  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ayant des mesures en continu, l'exploitant se doit de veiller à ce que le système de mesure des polluants (analyseur(s)) en sortie de cheminée soit toujours fonctionnel (en état de marche et mesures effectuées).<br>Les mesures réalisées sur les paramètres repris au présent article portent sur les rejets n°1 (sortie électrofiltre des fours n°2 et 3) repris à l'article 3.2.3.1 du présent arrêté et sont réalisées à l'aide d'appareils répondant à une norme reconnue.   |
| <b>Constats :</b><br>Suite à la dernière inspection, un nouveau QAL2 devait être réalisé sur certains paramètres.<br>Le QAL2 a bien été effectué et s'est déroulé du 04 au 06 avril 2023 pour les paramètres CO, NOX, poussières et SO2. Le rapport conclut que les droites d'étalonnage peuvent être prises en compte dans le système d'exploitant de l'exploitant.<br>Lors de l'inspection, il a été constaté que les droites d'étalonnage du dernier QAL2 n'ont pas été prises en compte dans le système d'exploitation de l'exploitant.<br><br><b>Demande 2 :</b> L'exploitant intégrera les droites d'étalonnage établies lors du dernier QAL2 dans son système d'exploitation (délai : 1 mois).<br>Les deux derniers rapports mensuels de septembre et octobre 2023 seront modifiés suite à la prise en compte des droites QAL2 et transmis à l'inspection des installations classées (délai : 3 mois). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

## 2-4) Fiches de constats de l'inspection du 14 novembre 2023 :

### N° 3 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.1 3.2.2.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions

Prescription contrôlée :  
Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Article 3.2.2.2 – Conduits et installations raccordées :

Les rejets atmosphériques issus des 2 fours et des 5 lignes de production (traitement de surface à chaud), transitent par un seul électrofiltre puis sont rejetés après traitement par un seul émissaire (cheminée).

| N° de conduit               | Installations raccordées  | Hauteur en m | Diamètre de l'émissaire | Vitesse minimale d'éjection (m/s) | Combustible | Autres caractéristiques   |
|-----------------------------|---|--------------|-------------------------|-----------------------------------|-------------|---|
| 1<br>(sortie électrofiltre) | four n° 2 à boucle – 3 lignes de production - 94 m <sup>2</sup> verre réduit et oxydé   | 40 mètres    | 2,40 mètres             | 8,3 m/s                           | Gaz ou fuel | Rejets transitant par l'électrofiltre installé en 2007<br>Cheminée métallique         |
|                             | four n° 3 à boucle – 2 lignes de production - 104 m <sup>2</sup> verre oxydé et verre réduit  |              |                         |                                   | Gaz ou fuel |   |
| 2<br>cheminée du four n° 3  | four n° 2 à boucle – 3 lignes de production - 94 m <sup>2</sup> verre réduit et oxydé<br>four n° 3 à boucle – 2 lignes de production - 104 m <sup>2</sup> verre oxydé et verre réduit | 40 mètres    | 1,90 mètres             | 8,3 m/s                           | Gaz ou fuel | Utilisée en secours uniquement (défaillance de l'unité de traitement ou tirage forcé) |

**Constats :**

Le site dispose d'un conduit principal n°1 qui rejette les émissions traitées par l'électrofiltre.

Le système de traitement pré-cité traite les émissions des deux fours (n°2 et n°3) du site ainsi que les émissions captées des ateliers du traitement des bouts chauds.

Lors d'un by-pass éventuel de l'électrofiltre, les émissions sont également rejetées via le conduit n°1. Le conduit n°2 est utilisé en ultime secours.

Des appareils de combustion sont également présents sur le site et disposent de rejets canalisés : 2 chaudières vapeur avec chacune leur cheminée, 1 chaudière (eau chaude sanitaire), 4 chaudières au gaz naturel (chauffage)... Des groupes électrogènes, 7 aérothermes sont également présents sur le site.

L'APC du 30/01/2017 classe l'établissement en rubrique 2910-DC pour une puissance nominale totale de 9,322 MW. Or, les fours verriers et l'ensemble des activités de combustion du site sont à comptabiliser pour déterminer le classement en rubrique 3110. Aussi, cette rubrique ne semble pas à jour au vu des éléments apportés durant l'inspection.

**Demande 3 :** L'exploitant se positionnera vis-à-vis de la rubrique 3110 et des prescriptions fixées dans les arrêtés ministériels du 03/08/2018. Pour cela, il précisera notamment :

- les appareils de combustion du site, y compris les appareils d'une puissance thermique nominale < 1 MW,
- la puissance thermique nominale totale de chaque appareil de combustion,
- les appareils qui ne peuvent techniquement fonctionner de manière simultanée,
- les combustibles utilisés par les appareils,
- les dates de mises en service et d'autorisation de chaque appareil,
- si les appareils de combustion disposent d'une cheminée commune avec d'autres appareils de combustion du site, et si oui, préciser lesquels,
- les appareils éloignés de plus de 300m les uns des autres. (délai : 3 mois)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Émissions diffuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 3.1.5

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

Les matières premières du site sont stockées dans des silos, excepté le calcin qui est stocké en extérieur. Le calcin n'est pas un produit pulvérulent.

Les émissions diffuses en poussières ou COV peuvent être émises à certains endroits du process :

|   |
|---|
| <p>- Traitement de surface bouts chauds : un primaire d'accrochage est pulvérisé de manière transversale sur les bouteilles. Différents points de captation sont présents dans l'atelier et dont les émissions sont dirigées vers l'électrofiltre. Quelques émissions diffuses peuvent être néanmoins émises par cet atelier.</p> <p>- Traitement de surface bouts froids : une cire polymère est appliquée sur les bouteilles en sortie d'arche de cuisson. Ces émissions ne sont pas captées.</p> <p>L'exploitant utilise plusieurs références de cires mais une d'entre elle est utilisée près de 95 % du temps. La Fiche de Données de Sécurité de ce produit a été regardée durant l'inspection. Aucun COV ne semble être émis par ce produit.</p> <p><b>Demande 4 :</b> L'exploitant confirmera qu'aucune des cires utilisée n'est susceptible d'émettre des COV et/ou des HAP (délai : 3 mois).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> |
|---|

#### N° 5 : Points de rejets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 67  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les conduits n°1 et n°2 disposent d'une cheminée verticale dont le débouché ne présente pas d'obstacle à la bonne dispersion des fumées.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 6 : Points de prélèvements

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 68  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le rapport de mesure périodique, réalisé en avril 2023, le laboratoire précise dans un paragraphe dédié, les écarts relevés par rapport à l'installation.</p> <p>En revanche, l'impact de ces écarts sur les résultats de mesures n'est pas précisé.</p> <p><b>Demande 5 :</b> L'exploitant se rapprochera de son laboratoire, réalisant les mesures périodiques, afin de préciser l'impact de l'écart à la norme sur les résultats (faible, important...) (délai : 3 mois).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 7 : Surveillance des rejets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au moins une fois par an, des mesures sont effectuées par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées afin de vérifier la conformité des rejets atmosphériques aux valeurs limites définies au point 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser, conformément à l'article 10.2.1.1 de son arrêté préfectoral, des mesures annuelles en sortie d'électrofiltre (conduit n°1).</p> <p>Pour l'année 2023, des mesures ont été réalisées en avril sur l'unique émissaire du site et pour les polluants demandés par l'arrêté préfectoral du 30/01/2017.</p> <p>En revanche, il semble manquer certaines sommes de métaux, demandées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- As + Co + Ni + Cd + Se + Cr6 ;</li> <li>- As + Co + Ni + Cd + Se + Cr6 + Sb + Pb + Cr + Cu + Mn + V+ Sn.</li> </ul> <p>Au vu des mesures réalisées sur les différents métaux pris individuellement, l'exploitant semble respecter les VLE imposées pour les deux sommes manquantes.</p> <p><b>Demande 6 :</b> L'exploitant se rapprochera de son laboratoire, effectuant les mesures périodiques du site, et lui demandera d'intégrer ces sommes de métaux au prochain rapport (délai : prochains rapports). Le laboratoire précisera également les bonnes durées d'inversion des fours (20 minutes au lieu de 10 minutes d'indiquées dans le rapport d'avril 2023).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> Prochain rapport  |

#### N° 8 : Surveillance des rejets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71.II  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence indiquées à l'annexe I (a) du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les références à l'agrément et/ou à l'accréditation sont indiquées dans le rapport du contrôle d'avril 2023.</p>  |



Les résultats de mesures ont bien été rendus sous accréditation, excepté pour les paramètres suivants : SO<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, Cr<sub>6</sub>, formaldéhyde, phénol, amines, Se, Sn, HAP.

**Demande 7 :** L'exploitant se rapprochera de son laboratoire, effectuant habituellement les mesures périodiques du site, afin de préciser les éventuels écarts aux normes sur ces polluants, rendus sans accréditation et l'impact de ces écarts sur les résultats de mesures.

Le laboratoire précisera également pour quelle(s) raison(s) il n'est pas accrédité pour le prélèvement et l'analyse du Cr<sub>6</sub>, les Amines et le H<sub>2</sub>S. (délai : 3 mois).

Le rapport de mesures périodiques d'avril 2023 précise les conditions de fonctionnement des installations lors des mesures. En revanche, il ne précise pas le taux d'utilisation du gaz dans les combustibles utilisés, permettant d'établir la VLE en SO<sub>x</sub> à respecter par le site ainsi que le type de verre (verre oxydé et/ou verre réduit) produit dans les installations lors du contrôle.

**Demande 8 :** L'exploitant se rapprochera de son laboratoire, effectuant habituellement les mesures périodiques du site, afin de préciser dans les rapports le taux d'utilisation du gaz naturel par les fours ainsi que le type de verre produit (délai : prochains rapports).

L'exploitant précisera le type de verre produit lors des mesures effectuées en avril 2023 et le taux d'utilisation du gaz naturel (délai : 3 mois).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Surveillance des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71-IV

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Conformité des rejets

**Prescription contrôlée :**

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Demande 9 :** Les rapports de mesures périodiques doivent être transmis à l'inspection des installations classées dès réception par l'exploitant, accompagnés de commentaires (délai : prochain rapport).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** Prochain rapport

#### N° 10 : Respect des VLE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.2.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets

**Prescription contrôlée :**

Tableau de VLE de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2017.

**Constats :**

Lors du contrôle périodique d'avril 2023, les concentrations et flux spécifiques de polluants mesurés respectaient les valeurs limites définies à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2017, sauf pour le flux spécifique en SO<sub>x</sub> ( 1,072 kg/tonne de verre au lieu de 0,9).

L'exploitant a précisé lors de l'inspection avoir fait modifier la première version du rapport de mesures périodiques, transmise par le laboratoire, afin de corriger deux erreurs identifiées :

- Vitesse d'éjection : le laboratoire indiquait la vitesse d'éjection mesurée au point de prélèvement et n'avait pas pris en compte le convergent, installé en sortie de cheminée.
- Flux de NOx : le calcul du laboratoire a été repris par l'exploitant.

Ces deux non-conformités ont été corrigées par le laboratoire dans la deuxième version.

**Demande 10 :** L'exploitant se rapprochera de son laboratoire, effectuant habituellement les mesures périodiques du site, afin d'obtenir le calcul de la vitesse d'éjection suite à la prise en compte du convergent. L'exploitant transmettra également à l'inspection des installations classées le calcul du flux de NOx qu'il a présenté au laboratoire afin de mettre à jour le rapport de contrôle (délai : 3 mois).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 11 : Conception, entretien et suivi

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, AR 2023

**Prescription contrôlée :**

Les unités de traitement sont conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les rejets atmosphériques des deux fours du site ainsi que les émissions captées au niveau du traitement des bouts chauds sont traités via un électrofiltre. Ce dernier a été mis en service en 2007 et était dimensionné à l'époque pour traiter les rejets des trois fours du site.

L'exploitant fait effectuer la maintenance annuelle de son électrofiltre par son constructeur/fournisseur GEA Process. Celle-ci se déroule sur une semaine durant laquelle l'expertise du système de traitement est également effectuée.

La dernière maintenance s'est déroulée du 15 au 20 octobre 2023. Le rapport du prestataire n'avait pas encore été reçu le jour de l'inspection.

Le rapport de maintenance effectué en mai 2022 a été consulté durant l'inspection. En conclusion de ce rapport sont mentionnées des recommandations à l'attention de VERALLIA ainsi que les travaux de maintenance à envisager lors de la prochaine visite annuelle.

L'exploitant indique avoir pris en compte et mis en œuvre les recommandations demandées par le fournisseur (augmentation de la fréquence de graissage, travaux sur les convoyeurs,...). En revanche, aucun fichier ou document de suivi ne permet d'attester de la traçabilité des travaux ou modifications effectués.

**Demande 11 :** L'exploitant formalisera la prise en compte des remarques, travaux à réaliser... demandés dans les rapports de maintenance de l'électrofiltre afin de pouvoir justifier de leur réalisation (délai : 3 mois).

En plus de cette visite de maintenance, l'exploitant effectue en interne une maintenance préventive. Une ronde est effectuée tous les matins pour vérifier les paramètres de l'écran de supervision pour s'assurer du fonctionnement de l'électrofiltre (température, rejets atmosphériques...) et pour s'assurer de l'état général de l'équipement.

L'exploitant dispose d'un stock de pièces de première urgence sur le site (distributeurs, capteurs...).

La température en sortie de l'électrofiltre est mesurée et enregistrée en continu, avec asservissement à une alarme. Celle-ci se déclenche lorsque la température est trop importante (405°C). Au-delà de 430°C, l'électrofiltre s'arrête automatiquement. Les rejets sont alors by-passés. Les courbes d'enregistrement de la température ont été visualisées depuis l'écran de supervision avec un historique de plus de quatre mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 12 : Gestion des indisponibilités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, AR 2023

### **Prescription contrôlée :**

Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.

La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.

Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

### **Constats :**

L'exploitant fait réaliser sa visite de maintenance de l'électrofiltre une fois par an sur une durée de 5 jours environ. Durant cet arrêt, les installations continuent de fonctionner. En effet, les fours verriers ne peuvent être arrêtés sans entraîner une atteinte à la sécurité et l'intégrité des installations.

L'exploitant dispose d'un registre précisant le nombre d'heures d'indisponibilités de l'électrofiltre ainsi que les causes ayant engendré ces indisponibilités. Ce registre est rempli à la main par une personne de la supervision. Il n'est, par ailleurs, pas possible de vérifier si d'autres arrêts de l'électrofiltre ont eu lieu. En effet, l'exploitant indique ne pas avoir d'historique ou de moyen de visualiser les by-pass de l'électrofiltre. Seules les données de l'analyseur de mesures en continu peuvent éventuellement donner cette information.

En 2022, le nombre d'heures d'indisponibilités était de 128 heures. Ce nombre correspond à l'arrêt

annuel pour maintenance ainsi qu'un problème électrique ayant engendré un arrêt de 45 minutes. Lors de la visite en salle de supervision, le registre papier n'indiquait pas la panne électrique de 45 minutes.

En 2023, 73 heures d'arrêt de l'électrofiltre pour cause de maintenance ont été incrémentées au registre.

**Demande 12 :** L'exploitant prendra en compte dans son registre l'ensemble des périodes d'indisponibilités de l'électrofiltre. Il proposera une procédure ou tout autre moyen permettant de s'assurer de l'exhaustivité des heures reportées dans ce registre et éventuellement de suivre les by-pass de l'électrofiltre (délai : 3 mois).

Aucune cause récurrente entraînant l'arrêt de l'électrofiltre n'a été identifiée jusqu'à maintenant. L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation sur la manière d'opérer en cas d'indisponibilité du système de traitement.

**Demande 13 :** L'exploitant mettra à jour sa procédure en prenant en compte, entre autres, les bonnes VLE à respecter en sortie d'électrofiltre (délai : 3 mois).

Durant l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les émissions atmosphériques lors des périodes d'arrêt de l'électrofiltre sont intégrées à la déclaration annuelle Gerek.

**Demande 14 :** L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées si les émissions atmosphériques lors des périodes d'arrêt de l'électrofiltre sont actuellement estimées et intégrées à la déclaration annuelle Gerek. Le calcul établi lors de la déclaration de 2023 sera transmis (délai : 3 mois).

|   |
|---|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites               |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                       |